

Web et courriel

adresse électronique

sne@ademe.fr

le site du SNE-ADEME

<http://sneademe.objectis.net>

le site du SNE national

<http://www.sne-fsu.org>

Qui contacter ?

Délégués syndicaux

Ruven GONZALEZ DR Centre	Emmanuelle SALAZAR DR Franche-Comté
Denis MAZAUD Angers	

Délégués du personnel

Chantal LENOIR Véronique LOISON Centre d'Angers	Maryse SERVANT Walter PERSELLO Centre de Valbonne
Anne FONTAINE DR Réunion	Patrick EVEN DR Bretagne
Véronique JACQUAT DR Lorraine	Maud BÉRAUD DR Centre

Élus & représentants au CE

Didier CHÉREL Anne POMART Centre de Valbonne	Laurence MÉCHIN
Stéphane LECOINTE DR Bretagne	Thérèse GIORDANO Centre de Paris
Catherine GUIMARD DR Centre	Joël GOARIN Centre d'Angers
Michel CAIREY-REMONNAY DR Franche-Comté	
Ackli ASSAL DR Picardie	Emmanuel DAVID DR Midi-Pyrénées

Représentant au CA

André TUEUX
DR PACA

Bulletin d'information aux
personnels de l'ADEME

N°67

28 mars 2013

Flash Info



Syndicat national de l'environnement

Actualités du mois de mars 2013 (CE du 19, DP du 21)

Accueil de Bruno LECHEVIN, officiel nouveau président de l'ADEME

Le Président rappelle que l'ADEME est très attendue sur le débat de la **transition énergétique et écologique**. En outre, de **nouvelles missions** et de nouvelles demandes des tutelles vont sans doute devoir être intégrées. On réclamera les moyens nécessaires mais avec un effectif en diminution (-45 ETP sur 3 ans) et un 1^{er} Ministre à la recherche d'économies tous azimuts (qui toucheront aussi les opérateurs financés par ressources affectées comme l'ADEME), il va plutôt falloir trouver la façon de s'organiser pour répondre aux attentes... *Cela rend la définition de priorités encore plus cruciale !*

Après échange avec le Ministère, la révision du **contrat d'objectifs** de l'ADEME, sera reportée par avenant pour prendre le temps de le préparer et de l'inscrire dans la cohérence du débat sur la transition énergétique et écologique.

Le Président n'envisage pas pour l'instant de **réorganisation**. Il prend le soin de découvrir les équipes et rencontrer les partenaires. Il insiste sur la méthode et croit à la **concertation** et au **dialogue** à tous les niveaux – *ce qui ne saurait surprendre pour un ancien syndicaliste* (« C'est dans mes gènes »). Il souhaite s'engager sur la durée. L'ADEME devra demain construire une culture d'entreprise unique avec un projet global car ce sera sa solidité. Ce projet devra aussi être social.

Nous rappelons au Président que même si pour exister l'ADEME doit atteindre certains niveaux de performance, se focaliser sur des indicateurs budgétaires et comptables fait perdre le sens de notre travail. Il faut redonner l'**envie de travailler** aux salariés.

Le SNE attire l'attention sur le fait que les **contrats de projets État-régions** (CPER) se terminent. Or ces dernières années, non seulement la stratégie est peu lisible mais les montants contractualisés baissent. Il n'y a pratiquement plus de budget en dehors du CPER (hors fonds déchets et chaleur renouvelable). Il devient difficile de communiquer en DR (faute de moyens) sans nos partenaires. Le tout dans un contexte de projet de loi sur la décentralisation avec une évolution des compétences des collectivités territoriales. Quelle sera la stratégie défendue par l'ADEME ? La moitié pratiquement des salariés travaillent en DR. L'orientation affichée par la présidence est de poursuivre les contractualisations même sans l'État en y apportant notre position et notre expertise.

Le Président dénonce une information des Échos selon laquelle une de ses missions serait le rapprochement des DR et des conseils régionaux. Il n'a reçu aucune lettre de mission à ce jour. Plus globalement, concernant le décret « préfets » et les tentatives de rapprochement avec les régions, le Président constate que le paysage est en train de bouger. « *De nature, je suis plutôt dans le mouvement que dans le statu quo. On ne va pas se plaindre que les thèmes de l'ADEME soient repris par d'autres acteurs. L'ADEME a la chance d'être organisée à la fois au plan national et local. Plus l'ADEME saura s'adapter à la montée en puissance des collectivités mieux cela ira.* »

Projets de nouvelles implantations des sites parisiens

Le dispositif de concertation avec le personnel est lancé et les 1ères réunions des groupes de travail vont se tenir.

Un groupe analysera l'étude sur l'impact des déplacements.

Une trame de cahier des charges sera également étudiée. Ce travail pourra servir pour d'autres déménagements notamment de DR.

Il est confirmé que France Domaine délivrera un avis d'opportunité à la fois sur l'intérêt du projet et sur des bâtiments de l'état qui se libèreraient.

Plusieurs lieux ont été visités. En dehors de Montrouge il y a Gentilly (pour Paris Vicat seul), Neuilly (Paris Vicat plus DR IdF), Issy les Moulineaux et d'autres. Ces sites ont été sélectionnés en considération de l'étude temps de trajet. Les critères (occupation bureaux, salles de réunion) seront les mêmes que ceux qui ont été utilisés pour le bâtiment d'Angers. La restauration collective sur place ou à proximité plébiscitée par les salariés sera prise en compte. C'était une des revendications du SNE et de la CGT.

Le Président souhaite s'engager à fond sur ce projet et démontrer son exemplarité en termes de conduite du changement, de rationalité économique, de qualité environnementale, d'efficacité énergétique ainsi que sur la capacité d'accueil. « L'ADEME doit être une maison ouverte sur l'extérieur et cela doit se voir ». L'idéal serait du neuf... (Il ne manque plus que l'exemplarité sociale pour l'accueil des salariés !).

Ce discours est nouveau pour nous. Saluons le volontarisme du Président et son engagement pour l'exemplarité de l'ADEME. Qu'ils fassent école au sein de la maison !

Concernant l'éventuelle pollution du site de Montrouge, le propriétaire n'a toujours pas fourni les réponses attendues.

Avancement du projet d'expertise collective

La direction avait lancé en début d'été dernier un « répertoire » de l'expertise individuelle à l'ADEME. Le calendrier se décale quelque peu pour harmoniser les déclarations des salariés. Entre temps, pour certains salariés, les déclarations d'il y a 9 mois ont pu évoluer mais en l'absence de retour et d'information, tout le monde a oublié. Il est demandé à la direction de mettre à jour le répertoire. Par ailleurs, des hiérarchiques ont demandé des « déclassements » du niveau d'expertise sans discussion ni cohérence globale ce qui a pu être mal vécu par les collègues. Un point sera refait prochainement...

Nouvelle organisation du Service Sites et Sols Pollués

En début d'année la nouvelle organisation s'est mise en place : toute la gestion a été transférée à Angers et la moitié des chefs de projets localisés en DR sont dorénavant rattachés hiérarchiquement à Angers. L'autre moitié restant rattachée aux DR. La logique de rattachement échappe pour certains. On passe d'une situation insatisfaisante à une nouvelle organisation qui risque de le devenir tout autant du fait de la distance géographique. Ce qui est mal parti c'est bien l'absence de sens de cette nouvelle organisation. D'autant plus que le SNE attire l'attention sur l'isolement grandissant des personnes non rattachées à leur DR d'accueil. Il faut se préoccuper de l'intégration de ces collègues dans les DR.

Le problème de l'égalité professionnelle entre ceux qui dépendent des DR et ceux qui dépendent du Siège est également posé car 2 régimes parallèles coexistent dorénavant pour le futur exercice de promotion individuelle.

Le projet initial prévoyait 2 à 3 postes de gestion supplémentaires au Siège. 2 postes seulement ont été ouverts. Seront-ils suffisants ? Déjà la répartition du nombre de chargés de projet par gestionnaire peut inquiéter.

Au moment de la mise en place, une note devait être produite et diffusée. Mais à ce jour, rien en vue. Finalement ce qui est présenté comme un 1er bilan apparaît comme la note de mise en place. Il faudra se revoir là-dessus d'ici quelques mois, les points de vigilance –pourtant largement mis en évidence par les élus en juin et juillet 2012– n'étant pas levés.

Investissements d'avenir (IA)

La direction est satisfaite de l'avancée de ces programmes.

Concernant le plan de charge, nous en sommes à 64 ETP (équivalents temps plein travaillés) pour 45 recrutements consentis par la tutelle alors que le besoin avait été estimé à 71 postes. Au-delà des 45 ciblés, 19 ETPT mobilisés dont une part en CDD aux dépens des autres missions. Les IA pèsent donc lourd sur les missions courantes. Au niveau du financement, les autres budgets ADEME sont parfois sollicités.

Point budgétaire pour l'ADEME

L'ouverture budgétaire pour les UG est une bonne nouvelle, mais il reste une mauvaise nouvelle : plusieurs lignes sont à 0 notamment pour le transversal et la communication en DR par exemple. Pas de réponse pour l'instant. La direction confirme le gel de 20 millions d'euros (essentiellement fonds déchets et chaleur) pris sur les réserves.

Associations loisirs SL2E Bilan 2012 et programme 2013

Angers

L'association enregistre une bonne participation aux activités très variées, aussi bien sportives que de loisirs. L'ensemble des élus félicitent les bénévoles pour leur implication personnelle.

2013 voit la création d'une section « courir ensemble », d'une section théâtre, d'une section foot en salle et d'une section golf. L'association proposera au printemps les **olympiades du Grésillé**.

Le CE versera une participation de 18,9 k€ au budget 2013 de l'association (proportionnelle au nombre de salariés).

Une déclaration du CA de SL2E Angers a été lue par son président. Elle fait état de tensions locales et de mises en cause injustifiées susceptibles de démotiver les bonnes volontés. SL2E sollicite le soutien du CE pour communiquer conjointement et désamorcer ces tensions. Le CE tout en apportant son soutien au travail des bénévoles de SL2E a proposé une réunion sur place pour dialoguer et dissiper les malentendus.

Paris

L'association propose également des activités très variées, aussi bien sportives que de loisirs. De nombreuses nouveautés sont proposées pour 2013 comme par exemple un restaurant « dans le noir », des spectacles et un déplacement à l'armada de Rouen en juin.

L'équipe de bénévoles du CA qui a su relancer la dynamique de cette association a été félicitée. Le CE versera une participation de 12,5 k€ au budget 2013 de l'association.

Valbonne

L'association enregistre une bonne participation aux activités très variées, aussi bien sportives que de loisirs.

Parmi les nouvelles activités il y a eu la découverte du parapente et de l'équitation. Sur 2013 il y aura escalade, Zumba et Mandala... Le CE versera une participation de 6 k€ au budget 2013 de l'association.

Encore une fois, félicitation à tous. N'hésitez pas à rejoindre les équipes de bénévoles pour faire vivre ces associations.

Commission temps libre du CE Marathon bio de la Rochelle

Un groupe de coureurs angevins a lancé un projet de participation collective à ce **marathon**. Une petite trentaine de salariés de tous les sites se sont déjà inscrits pour ce marathon ou semi-marathon en duo. Nous avons salué cette initiative « autogérée ». Le CE apportera une participation financière à ce projet intersites.

Fonctionnement du CE

Devant les difficultés récurrentes de fonctionnement du CE et tout particulièrement afin de résoudre les **difficultés rencontrées par son personnel**, le SNE a fait une proposition concrète aux élus. Cette proposition reste pour le moment à discuter et à voter...

Le SNE sera extrêmement attentif à ce que les salariées du comité d'entreprise retrouvent un apaisement.

Réunion des DP du 21 mars

Télétravail : Notre ministère de tutelle MEDDE-METL a lancé une démarche d'expérimentation du télétravail dans ses services. Cette expérimentation se limite au télétravail à domicile sans remettre en cause toute l'organisation du ministère notamment celle du temps de travail contrairement à ce que voulait imposer la direction de l'ADEME aux négociateurs en 2011 (le forfait jour). Devant :

- le constat que des salariés de l'ADEME pratiquent déjà le télétravail,
- la prévisible évolution de l'utilisation des TIC,
- le développement partout du télétravail tant les enjeux sont importants,

les élus SNE demandent **qu'une négociation soit réengagée**, d'une part pour évaluer et mieux maîtriser le travail en débordement et d'autre part, pour proposer également une expérimentation du travail à domicile à l'ADEME.

Il est indispensable de cadrer à minima les choses et d'édicter des règles.

A suivre donc...

Adhérez au SNE-FSU

Pour la défense de notre outil de travail et des intérêts des salariés auprès de l'employeur et des acteurs de la société avec des valeurs d'éthique, de solidarité, de justice et d'engagement.

Parce que l'action syndicale s'appuie en premier lieu sur les moyens humains mais aussi sur les moyens financiers.